

AVENIR DES METIERS MONDIAUX DU MAROC
SEMINAIRE DE PRESENTATION DES PRINCIPAUX RESULTATS

MOT D'INTRODUCTION

M. MOHAMMED TAWFIK MOULINE
DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES STRATEGIQUES

LE 21 FEVRIER 2022



Mesdames et Messieurs,

Je voudrais vous souhaiter la bienvenue à l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES), à l'occasion de ce séminaire dédié à la présentation et à la discussion des principaux résultats de l'étude sur l'avenir des métiers mondiaux du Maroc.

L'idée de lancer une telle étude est intervenue lors des travaux d'élaboration du rapport stratégique 2021 de l'IRES, consacré au monde post-Covid, qui a mis en évidence le fait que la pandémie de la Covid-19 conduirait à une reconfiguration des chaînes de valeur mondiales, lesquelles pourraient être remplacées par des circuits courts de production et par des chaînes de valeur régionales. Du fait de sa position géographique et de son potentiel de développement, lié aux métiers mondiaux, le Maroc est susceptible d'être impacté par ce mouvement de fond.

L'étude de l'IRES sur "**L'avenir des métiers mondiaux du Maroc**" s'inscrit dans les travaux de réflexion menés par l'Institut depuis sa création sur la compétitivité globale et, depuis 2014, sur le capital immatériel. Elle vise la réalisation des objectifs suivants :

- Faire un diagnostic, selon une approche scientifique rigoureuse, des six métiers mondiaux du Maroc à savoir : l'automobile, l'aéronautique, l'agro-alimentaire, le textile et le cuir, l'électronique et l'offshoring.
- Saisir l'apport de ces métiers à l'économie et la société marocaine et cerner les enjeux, à la fois réels et potentiels, qu'ils représentent pour le processus de développement du Royaume.
- Explorer l'avenir des métiers mondiaux à l'échelle internationale, en mettant en exergue les mutations majeures et déterminer les évolutions vraisemblables et les scénarios possibles quant à leur futur au Maroc.
- Procéder à une analyse comparative des expériences étrangères innovantes en termes de bonne intégration dans les chaînes de valeur mondiales, afin de tirer des enseignements utiles pour le Maroc.
- Identifier d'autres chaînes de valeur mondiales/régionales, auxquelles le Maroc pourrait s'intégrer à moyen et long termes, en mettant en relief les atouts dont dispose le Royaume pour réussir cette intégration.
- Formuler des propositions visant à assurer un développement futur harmonieux des métiers mondiaux du Maroc.

L'étude a bénéficié de la participation forte et active des départements ministériels et des fédérations professionnelles concernés par les métiers mondiaux, ainsi que d'experts universitaires, issus de différents horizons disciplinaires.

Outre les entretiens menés, auprès des acteurs nationaux et internationaux, l'IRES a organisé, durant la première quinzaine de juillet 2021, une série d'ateliers prospectifs, afin d'identifier les transformations majeures des métiers mondiaux à l'échelle internationale et d'examiner leurs incidences sur le Maroc en termes d'opportunités à saisir, de menaces à se prémunir et de ruptures à anticiper.

Conscient du fait que la confrontation des points de vue constitue une plus-value pour la réflexion prospective, l'IRES a organisé du 25 au 29 octobre 2021 des ateliers de présentation et de discussion des scénarios vraisemblables pour le futur de chaque métier mondial du Maroc et d'identification de chaînes de valeur mondiales de demain auxquelles le Royaume pourrait s'arrimer.

Mesdames et Messieurs,

Le Maroc a adopté, sous le leadership de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, plusieurs stratégies, ayant permis de diversifier la configuration du secteur industriel, de promouvoir les exportations et de développer les métiers mondiaux du Maroc, grâce à une approche proactive de l'Etat, ayant conduit à l'émergence d'un ensemble d'écosystèmes. Celle-ci a été favorisée par un accompagnement adapté et ciblé de la puissance publique, par l'implication des fédérations professionnelles et par l'attention portée à la formation d'une main d'œuvre jeune, relativement qualifiée et compétitive.

Ces métiers n'auraient pas pu voir le jour si le Maroc n'avait pas réalisé des infrastructures répondant aux normes internationales et conclu, au préalable, des accords de libre-échange avec les principaux pôles économiques mondiaux.

En dépit des avancées enregistrées, le bilan de développement des métiers mondiaux du Maroc est resté mitigé. L'étude de l'IRES a fait ressortir les éléments suivants :

- Le Royaume se positionne comme étant une destination "Best Cost" avec, toutefois, une remontée progressive dans les chaînes de valeur mondiales pour certains métiers, notamment, l'automobile et l'aéronautique.
- Le développement des métiers mondiaux n'a pas permis, pour l'instant, de hisser le Maroc au rang des pays émergents. D'ailleurs, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB, qui s'élevait à 18,5% en 2000 n'a pas dépassé 15,5% en 2020.
- Le capital privé national s'est avéré peu présent dans les métiers mondiaux, ce qui a engendré une dépendance du Maroc aux investissements directs étrangers.
- L'impact de ces investissements en termes de création d'emplois est globalement positif, sans permettre toutefois au Royaume de disposer de compétences en haute technologie, ni en nombre suffisant de profils de "middle management" et de techniciens supérieurs. L'amélioration de certains facteurs structurels de la compétitivité globale, à l'instar des capacités d'innovation, n'a pas été réalisée.
- L'ancrage territorial des métiers mondiaux du Maroc demeure limité à certaines zones, particulièrement l'axe "Casablanca-Tanger".

Par ailleurs, le profil actuel de spécialisation économique et industrielle du Royaume ne prépare pas suffisamment le pays au futur des chaînes de valeur mondiales, en raison d'une réglementation foncière obsolète, d'un manque de financement pour les PME et les start-up, ainsi que d'une coopération faible en matière de recherche & développement entre l'industrie, d'une part, l'Etat et les universités, d'autre part.

Mesdames et Messieurs,

Le Royaume devrait anticiper les mutations qui vont façonner la réorganisation des chaînes de valeur mondiales, dont le coût serait élevé pour le pays, s'il ne prenait pas à l'avance les virages nécessaires.

Le futur de ces chaînes dépendra, notamment, des nouveaux paradigmes liés à la souveraineté, à la durabilité environnementale et à l'inclusivité, du changement de comportement des consommateurs, de la disruption digitale, de l'émergence d'une "géopolitique des chaînes de valeur mondiales", structurée en fonction d'intérêts de puissance plutôt que sur une base objective d'efficacité économique, ainsi que de la montée en puissance de nouveaux lieux de compétitivité, en l'occurrence les chaînes de valeur régionales.

Le Maroc devrait réussir la transition d'une destination "Best Cost" vers une destination "haute gamme". A défaut de cela, les donneurs d'ordre risqueraient de se tourner vers d'autres destinations, répondant aux nouveaux paradigmes économiques, ou du moins le Maroc serait forcé de rester dans une sous-traitance industrielle de "bas de gamme", sujette à la concurrence de nouveaux entrants "Best Cost" et, au mieux, d'évoluer vers une sous-traitance de "moyenne gamme".

Mesdames et Messieurs,

L'étude de l'IRES a mis en évidence l'opportunité de doter le Royaume d'une vision innovante, à l'horizon 2040, au service du développement d'une nouvelle génération de métiers mondiaux. Ayant pour but "la construction d'un Maroc évolué et développé" conformément aux Hautes Orientations Royales, cette vision mérite d'être soutenue par :

- une gouvernance industrielle rénovée, intégrée et partenariale,
- la proposition d'une "offre-Maroc", davantage attractive, plus différenciée et spécialisée, faisant du pays une plaque tournante des chaînes de valeur mondiales entre l'Afrique, l'Europe, l'Amérique et l'Asie,
- des mesures spécifiques à même de favoriser une "montée en gamme" dans chacun des six métiers mondiaux du Maroc.

L'étude de l'IRES a permis d'établir une liste de futurs métiers mondiaux potentiels du Maroc, en utilisant la méthode de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, qui classe les produits sur la base des critères de compétitivité dans un échantillon de 16 pays¹ émergents et de la dynamique de la demande mondiale.

Mesdames et Messieurs,

Je remercie tous les participants et souhaite plein succès aux travaux de cette rencontre.

Sans trop tarder, je passe la parole à Madame HAMIMIDA, Enseignant-Chercheur, expert en prospective économique, qui a coordonné les travaux de l'étude et ensuite à Monsieur Mobarack LO, Directeur Général du bureau de la prospective économique au Sénégal.

¹ La Chine, l'Inde, le Brésil, la République Tchèque, le Mexique, l'Argentine, la Slovaquie, l'Indonésie, la Croatie, la Pologne, le Chili, les Philippines, la Turquie, la Hongrie, la Corée du Sud et la Malaisie.